

CANADA : LE PROFIL COMMERCIAL

Dans cette page : [Les chiffres du commerce international](#) | [Accords internationaux et procédures douanières](#) | [Les normes](#)

Les chiffres du commerce international

Le Canada est un pays ouvert au commerce extérieur, qui représente 67 % de son PIB (Banque mondiale, dernières données disponibles). En termes de produits, les principales exportations du Canada sont les produits énergétiques (27,2 %), les biens de consommation (11,4 %), les produits minéraux métalliques et non métalliques (11 %), les véhicules automobiles et leurs pièces (10,4 %), les produits forestiers ainsi que les matériaux de construction et d'emballage (7,5 %). Le pays importe principalement des biens de consommation (20,6 %), des véhicules automobiles et leurs pièces (15,2 %), des équipements électroniques et électriques ainsi que leurs pièces (11,2 %), des machines industrielles, équipements et pièces (11,2 %), des produits chimiques de base et industriels, des produits en plastique et en caoutchouc (8,9 % - données de Statistique Canada 2022).

Les principales destinations des exportations du Canada en 2022 étaient les États-Unis (de loin le premier partenaire, représentant 76,9 % du total des exportations), la Chine (3,7 %), le Royaume-Uni (2,4 %) et le Japon (2,3 %). De même, près de la moitié des importations du Canada provenaient des États-Unis (49,2 %), suivis par la Chine (13,5 %), le Mexique (5,5 %), l'Allemagne (3 %) et le Japon (2,3 %). En 2022, les expéditions vers les États-Unis ont atteint un record de 595 milliards de dollars canadiens, marquant une augmentation substantielle de 24,8 %. Cette augmentation a été principalement due à la hausse des exportations d'énergie, qui ont connu une forte augmentation en 2022 en raison de prix robustes. Compte tenu de la proximité géographique et de l'interconnexion complète des systèmes de transport (pipelines et chemins de fer) manipulant ces produits entre le Canada et les États-Unis, près de 90 % des exportations d'énergie canadiennes étaient dirigées vers les États-Unis (Statistique Canada). Les importations en provenance des États-Unis ont augmenté de 20 % pour atteindre 471 milliards de dollars canadiens en 2022.

Pendant l'année 2022, la valeur des exportations annuelles de marchandises du Canada a augmenté de 22,5 %, atteignant 779,2 milliards de dollars canadiens, et les importations annuelles ont connu une hausse de 19,9 %, totalisant 757,4 milliards de dollars canadiens. Par conséquent, l'excédent commercial de marchandises du Canada avec le monde s'est élargi passant de 4,6 milliards de dollars canadiens en 2021 à 21,8 milliards en 2022. Plus de la moitié de l'augmentation des exportations a été entraînée par la hausse des exportations de produits énergétiques. Le commerce avec les États-Unis et le Mexique s'est amélioré de manière constante, également en raison de l'ACEUM (Accord Canada-États-Unis-Mexique, une version mise à jour de l'ALENA). En 2022, tant les exportations que les importations de services au Canada ont connu une croissance, propulsée par la reprise des voyages internationaux. Les exportations de services se sont élevées à 173 milliards de dollars canadiens, en hausse de 16,1 % par rapport à 2021, tandis que les services importés au Canada ont atteint 189 milliards de dollars canadiens, marquant une augmentation de 25 %. Après avoir été en déficit depuis 2009, la Banque mondiale a estimé l'excédent commercial du pays à 0,1 % du PIB en 2022. Enfin, il convient de noter que ces dernières années, le Canada a bénéficié des effets de l'Accord économique et commercial global (AECG) avec l'Union européenne, entré en vigueur provisoirement (il prendra pleinement effet une fois que tous les États membres de l'UE l'auront ratifié formellement), éliminant 98 % des tarifs.

| Valeurs du commerce extérieur | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|--|---------|---------|---------|---------|---------|
| Importations de biens (millions USD) | 469.106 | 462.993 | 420.578 | 503.985 | 581.937 |
| Exportations de biens (millions USD) | 452.313 | 448.817 | 390.763 | 507.615 | 599.056 |
| Importations de services (millions USD) | 122.158 | 126.638 | 106.403 | 115.769 | 136.547 |
| Exportations de services (millions USD) | 105.359 | 115.242 | 99.510 | 111.194 | 123.317 |

Source : World Trade Organisation (WTO), Dernières données disponibles.

| Indicateurs du commerce extérieur | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|--|---------|---------|---------|-------|--------|
| Commerce extérieur (en % du PIB) | 66,6 | 66,2 | 61,6 | 61,9 | 67,3 |
| Balance commerciale (hors services) (millions USD) | -16.838 | -14.168 | -29.980 | 3.711 | 17.183 |
| Balance commerciale (services inclus) (millions USD) | -33.733 | -25.538 | -36.830 | -878 | 3.492 |
| Importations de biens et services (croissance annuelle en %) | 3,3 | 0,4 | -9,3 | 7,8 | 7,2 |
| Exportations des biens et services (croissance annuelle en %) | 3,8 | 2,7 | -8,9 | 1,4 | 2,6 |
| Importations de biens et services (en % du PIB) | 34,3 | 33,8 | 31,9 | 31,0 | 33,5 |
| Exportations des biens et services (en % du PIB) | 32,3 | 32,4 | 29,7 | 30,9 | 33,7 |

Source : World Bank, Dernières données disponibles.

| Prévisions du commerce extérieur | 2023 | 2024 (e) | 2025 (e) | 2026 (e) | 2027 (e) |
|---|------|----------|----------|----------|----------|
| Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %) | 5,1 | 1,5 | 2,5 | 3,4 | 3,4 |
| Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %) | -0,7 | 2,3 | 3,8 | 3,8 | 4,3 |

Source : IMF, World Economic Outlook, Dernières données disponibles.

Note : (e) Donnée estimée

PRINCIPAUX PAYS PARTENAIRES

| Principaux clients (% des exportations) | 2022 |
|--|-------|
| Etats-Unis | 76,9% |
| Chine | 3,7% |
| Royaume Uni | 2,4% |
| Japon | 2,3% |
| Mexique | 1,2% |
| Voir plus de pays | 13,5% |

| Principaux fournisseurs (% des importations) | 2022 |
|---|-------|
| Etats-Unis | 49,2% |
| Chine | 13,5% |
| Mexique | 5,5% |
| Allemagne | 3,0% |
| Japon | 2,3% |
| Voir plus de pays | 26,5% |

Source : UN Comtrade Database, Dernières données disponibles.

PRINCIPAUX PRODUITS ÉCHANGÉS

| 596,6 Mds USD de produits exportés en 2022 | |
|--|-------|
| Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux | 20,2% |
| Voitures de tourisme et autres véhicules... | 4,9% |
| Gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux | 4,1% |
| Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ... | 2,9% |
| Or, y.c. l'or platiné, sous formes brutes ou... | 2,5% |
| Voir plus de produits | 65,4% |

| 599,6 Mds USD de produits importés en 2022 | |
|--|-------|
| Voitures de tourisme et autres véhicules... | 5,7% |
| Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ... | 3,6% |
| Véhicules automobiles pour le transport de... | 3,3% |
| Parties et accessoires de tracteurs, véhicules... | 3,0% |
| Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux | 2,9% |
| Voir plus de produits | 81,6% |

Source : UN Comtrade Database, Dernières données disponibles.

 Pour aller plus loin, consultez notre service [Flux Import-Export](#).

LE SYSTÈME DE CHANGE

La monnaie locale : Dollar canadien (CAD)

Le régime de change : La Banque du Canada contrôle et établit les réglementations concernant les transferts de capitaux avec les pays étrangers. Il y a une libre convertibilité des devises, un droit au transfert des bénéfices, des capitaux, des dividendes, des intérêts et des redevances.

Le niveau d'instabilité de la monnaie : Les changements auxquels les sociétés canadiennes font face sont sans précédent. La hausse fulgurante de la valeur du dollar canadien, l'incertitude du marché mondial de l'énergie, le resserrement du crédit, le ralentissement de l'économie américaine et la faiblesse de l'ensemble du secteur manufacturier sont toutes les conditions pour favoriser la volatilité du dollar canadien.

Taux de change au :

| Indicateurs monétaires | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|---|------|------|------|------|------|
| Dollar canadien (CAD) - Taux de change annuel moyen pour 1 EUR | 1,41 | 1,47 | 1,53 | 1,46 | 1,53 |

Source : World Bank, Dernières données disponibles.

Accords internationaux et procédures douanières

| | |
|---|---|
| Les conventions internationales | <p>Membre de l'Organisation Mondiale du Commerce Membre de l'OCDE Signataire de la Convention de Washington sur le commerce international des espèces de faune et de flore menacées d'extinction Signataire de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières des déchets dangereux et de leur élimination Signataire du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone Signataire de l'Accord de Wassenaar sur le contrôle à l'exportation des armes conventionnelles et des biens et technologies à double usage</p> |
| La coopération économique internationale | <p>Le Canada est membre des organisations économiques internationales suivantes : Conseil nord-américain de la compétitivité (CNAC), OCDE, Organisation des États américains (OEA), Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), Commonwealth, G-7, G-8, G-10, G-20, entre autres. Pour la liste complète des organisations économiques et autres organisations internationales auxquelles participe le Canada, cliquez ici. L'adhésion du Canada à des organisations internationales est également indiquée ici.</p> |
| Free Trade Agreements | <p>La liste complète et à jour des accords de libre-échange signés par le Canada peut être consultée ici.</p> |
| Membre de la convention sur les admissions temporaires et utilisation des carnets ATA | <p>Oui</p> <p><i>A titre de rappel, ATA est un système permettant le libre mouvement des marchandises et leur admission temporaire. Les marchandises sont accompagnées d'un document unique dénommé carnet ATA qui est régi par des accords internationaux.</i></p> |
| Membre de la convention TIR | <p>Le Canada est toujours adhérent à la Convention TIR, mais l'Agence des douanes et du revenu du Canada (ADRC) n'accepte pas le carnet TIR en tant que document de contrôle du fret (DCF) pour l'importation, le mouvement en transit, et l'exportation de marchandises.</p> <p><i>A titre de rappel, la convention TIR et son régime de transit contribue à faciliter les transports internationaux, notamment le transport routier, en Europe, au Moyen-Orient, mais aussi dans le reste du monde, tel qu'en Afrique et en Amérique Latine.</i></p> |
| Les documents d'accompagnement à l'import | <p>Les marchandises doivent être accompagnées des documents suivants:</p> <ul style="list-style-type: none">- le document administratif unique (DAU)- la facture commerciale ou douanière (en 4 exemplaires, en anglais ou en français)- un certificat phytosanitaire (pour les fruits, les légumes, les semences et autres végétaux)- un certificat sanitaire (pour les viandes)- un certificat de non-contamination radioactive (pour les viandes, les fruits et les légumes)- les documents de transport et la liste de colisage. <p>Pour tout envoi d'une valeur supérieure à 1 600 CAD, il faut présenter:</p> <ul style="list-style-type: none">- soit une facture commerciale (elle reprend toutes les informations de la facture douanière)- soit une facture commerciale plus une facture douanière- soit une facture douanière (elle doit comporter la totalité des mentions requises). <p>Pour les envois d'une valeur inférieure à 1 600 CAD, ils peuvent être dédouanés sur présentation de la facture commerciale. Il faut notamment insérer sur la facture la nomenclature canadienne à dix chiffres.</p> |

| | |
|--------------------------|---|
| Les zones franches | <p>Le Canada n'a pas de zone de libre-échange spécifique. En vertu de l'USMCA, le Canada fonctionne comme une zone de libre-échange pour les produits fabriqués aux États-Unis. Pour plus d'informations, consultez le portail du gouvernement canadien.</p> <p>Selon la législation canadienne, un point de zone franche désigne l'un des emplacements stratégiques du Canada pour le commerce international, où une organisation ayant pour mandat de promouvoir le commerce local et les investissements directs étrangers bénéficie d'un soutien unique grâce à un point d'accès unique aux informations sur les politiques et programmes gouvernementaux pertinents. Les principaux FTZP sont situés à Winnipeg (Manitoba), Calgary (port intérieur de la région de Calgary ; Port Albert, région d'Edmonton), Halifax, (Nouvelle-Écosse, depuis juillet 2015), et Regina (Global Transportation Hub, Saskatchewan, depuis août 2015).</p> |
| Pour plus d'informations | <p>Agence des services frontaliers du Canada Global Affairs Canada</p> |
| Les barrières non- | <p>Le Canada Customs Act qui régit le régime des importations canadiennes, correspond à un</p> |

| | |
|--|--|
| tarifaires | <p>modèle d'échange commercial libéralisé dans lequel la plupart des importations ne nécessitent aucune autorisation. Il existe néanmoins ce qu'on appelle les contingents tarifaires, notamment pour le blé, l'orge, la viande bovine et le fromage. L'attribution de ce contingent est soumise à la demande d'un Permis Général d'Importation, pour lequel il est nécessaire de fournir une facture pro forma auprès de la Direction du Contrôle des Importations du Ministère des Affaires Mondiales.</p> <p>Le Canada utilise des systèmes de gestion de l'offre - qui comprennent des quotas de production, des offices de commercialisation de producteurs réglementant les prix et l'offre et la protection des frontières via des contingents tarifaires (CT) -pour réglementer les industries laitières, du poulet, de la dinde, et des œufs. Les boissons alcoolisées sont soumises à des restrictions interprovinciales de transport, et sont réglementées de manière différente dans chaque province, par exemple à travers des quotas de vente, des exigences concernant le choix des agents et un étiquetage spécifique. La Commission de radio-télévision et télécommunications canadienne (CRTC) impose des quotas qui déterminent à la fois le minimum de dépenses des émissions canadiennes et la quantité minimale d'émissions canadiennes que les radiodiffuseurs canadiens autorisés doivent diffuser (quota d'exhibition).</p> <p>Certaines marchandises sont interdites, notamment l'importation de véhicules motorisés d'occasion, à l'exception des véhicules originaires des USA (les règles sont en cours d'assouplissement pour le Mexique), ainsi que des armes, des munitions, des matières nucléaires et produits de nature similaire. Santé Canada limite la commercialisation des céréales pour petit déjeuner et autres produits enrichis avec des vitamines et/ou minéraux. La réglementation sur les produits transformés prévoit des formats normalisés pour une large gamme de produits à base de fruits et légumes transformés.</p> <p>Les règles d'origine permettant de bénéficier de réductions de droits, notamment pour le textile, sont extrêmement draconiennes depuis les accords au sein du CUSMA. Ces règles favorisent considérablement les produits pouvant prouver une origine aux États-Unis.</p> <p>Par ailleurs, le Canada est l'un des plus grands utilisateurs de mesures anti-dumping, avec plus de 85 produits touchés (Sima Import Measures Act). Ces mesures affectent 35 pays ou zones douanières (dont l'UE par exemple). Plus de 50% des produits touchés sont des produits métallurgiques.</p> <p>Pour plus de renseignements sur les réglementations et procédures à l'importation au Canada, veuillez consulter la rubrique Importer des marchandises au Canada réalisée par l'Agence des services frontaliers du Canada.</p> |
| Les secteurs pour lesquels un différend a été enregistré auprès de l'OMC | <p>Produits agricoles : Céréales, Saumon, Viande, Porc, grains, sirop, blé, maïs, phoque, bois d'oeuvre.</p> <p>Biotechnologies, Aéronautique, Amiante, Produits pharmaceutiques, pièces automobiles.</p> |
| L'évaluation de la politique commerciale | <p>Politique commerciale du pays, vue par l'OMC</p> <p>Les barrières aux échanges, inventoriées par l'UE.</p> <p>Les barrières sanitaires et phytosanitaires, inventoriées par l'UE</p> |

Les normes

| | |
|---|--|
| Les organismes de normalisation | <p>Le Conseil canadien des normes (CCN)</p> <p>Underwriter's Laboratory of Canada</p> <p>Association canadienne de normalisation</p> <p>Bureau de Normalisation du Québec (BNQ)</p> |
| L'insertion dans le réseau international de normalisation | <p>Membre ISO, 381 secteurs, produits.</p> <p>Membre IEC.</p> <p>Membre de International Communication Union</p> |
| L'obligation d'utiliser des standards | <p>Certaines normes sont obligatoires comme pour les engrais, d'autres sont volontaires et dépendent de la volonté des fabricants de s'engager à les respecter, c'est le cas par exemple des véhicules.</p> |
| La classification des normes | <p>Marquage CSA</p> <p>Le marquage UL</p> |
| L'évaluation du système de standardisation | <p>Les Canadiens sont de plus en plus sensibilisés aux normes, surtout les normes qui touchent à leur sécurité et à l'alimentation. La plupart des utilisateurs sont bien informés et s'assurent que les produits qu'ils achètent ou consomment respectent les normes canadiennes.</p> |
| La consultation des normes on-line | <p>La boutique des normes du Conseil Canadien des Normes (CCN)</p> <p>CSA Publications</p> <p>Catalogue ISO</p> |
| Les organismes de | <p>Underwriter's Laboratory of Canada</p> |

